

## **Réponse au texte de mesdames Breault et Julien, paru dans *Le Devoir* du 8 juillet 2009**

Dans son édition du 8 juillet, *Le Devoir* a accueilli un texte de mesdames Geneviève Breault et Patricia Julien sur le bilan du rattachement de la Télé-université à l'UQAM. À la chute du texte, mesdames Breault et Julien s'étonnaient que, dans la réflexion en cours sur l'avenir de la Télé-université, personne ne se soit soucié de demander l'avis des étudiantes et des étudiants.

La chose serait effectivement étonnante, si elle était vraie. La réalité est toute différente. À la Télé-université, l'habitude est prise depuis longtemps d'associer les étudiants à toute grande décision sur les orientations de l'institution. L'Association étudiante de la Télé-université (Aétéluq) s'est prononcée en 2004 en faveur du rattachement à l'UQAM. En janvier dernier, elle a également fait connaître son opinion sur le rapport Brossard, qui proposait un démantèlement de la Télé-université. Dans la nouvelle ronde de réflexion qui vient de s'amorcer, l'Aétéluq a été invitée, au même titre que les autres groupes et associations de l'institution, à faire connaître son point de vue d'ici la mi-octobre sur l'avenir souhaité de la Télé-université. L'Aétéluq a d'ailleurs lancé sa propre consultation par courriel auprès de ses membres. Enfin, mesdames Breault et Julien siègent respectivement au conseil de gestion et à la commission académique de la Télé-université, qui sont les deux instances de gouvernance de l'institution. Non seulement le point de vue des étudiants est-il sollicité; il est très attendu à la Télé-université.

Je ne peux que déplorer le passage où mesdames Breault et Julien reprochent à l'administration et aux employés de la Télé-université de ne « penser qu'à sauver leurs fesses et leurs salaires ». C'est une attaque gratuite et un manque d'égards flagrant envers des gens dont le dévouement à la cause de l'éducation n'a jamais été pris en défaut depuis 1972 et qui continuent de soutenir, de tout leur cœur, la réussite étudiante au Québec. Je suis convaincu que ces propos ne reflètent pas le sentiment des étudiantes et des étudiants qui ont appris à compter sur mes collègues de la Télé-université, professeurs, tuteurs, chargés d'encadrement, préposées aux renseignements, commis, etc. pour réaliser leur projet de formation.

Au moins, mesdames Breault et Julien ont-elles le mérite de toucher au nœud du problème lorsqu'elles demandent où est passé le projet « d'une grande université publique bimodale » ? Le rattachement de la Télé-université à l'UQAM reposait tout entier sur cette ambition de doter le Québec d'une telle institution universitaire, novatrice, et les lettres patentes délivrées à l'UQAM en 2005 lui confiaient la mission de développer la formation à distance avec la Télé-université.

Aujourd'hui, près de quatre ans après le rattachement, l'UQAM ne semble guère disposée à poursuivre dans cette voie. On en a pour preuve la rareté des projets académiques conjoints et le blocage répété des projets de la Télé-université. Qui plus est, la nouvelle convention de travail des professeurs de l'UQAM ne dit mot de la formation à distance et le plan stratégique 2009-2014 que vient d'adopter l'établissement glisse vite sur le sujet et ne dit rien de la Télé-université. Si la formation à distance n'est plus dans les plans de l'UQAM, à quoi riment le rattachement de la Télé-université et son intégration à la grande université montréalaise, sous une forme ou sous une autre ?

Dans l'intérêt même des étudiants du Québec, actuels et futurs, ne convient-il pas de chercher un meilleur arrangement, qui garantisse le développement de l'enseignement à distance?

Raymond Duchesne

Directeur général de la Télé-université